



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
34 avenue Maunoury BP 60723
41007 Blois Cedex

Blois, le 27/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SETRAD

Z.A. Les Pierrelets
45380 Chaingy

Références : 2025-409/PR
Code AIOT : 0010008427

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/05/2025 dans l'établissement SETRAD implanté Plate forme de compostage La Solière du Val de Braye 41360 Savigny-sur-Braye. L'inspection a été annoncée le 24/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETRAD
- Plate forme de compostage La Solière du Val de Braye 41360 Savigny-sur-Braye
- Code AIOT : 0010008427
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société SETRAD SAS procède à la fabrication d'amendements organiques par compostage à

partir de déchets organiques.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 3.1.4.5, 9.2.1.2, et 9.5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Prélèvement et consommation d'eau.	Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 4.1.1	Demande d'action corrective	3 mois
8	Installations électriques.	Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 7.3.2 et 9.5.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 23/02/2024, article 1	Sans objet
2	Quantité admissible des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 1.2.4.3.1.	Sans objet
5	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 4.3.2	Sans objet
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 4.4.2, 9.2.4.1 et 9.2.4.2.	Sans objet
7	Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 6.2 et 9.5.	Sans objet
9	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 7.6.2	Sans objet
10	Ressource en eau.	Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 7.6.3.	Sans objet
11	Bassin de confinement et d'orage.	Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 7.6.6.1.	Sans objet
12	Déchets produits par l'établissement.	Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 5.1.8	Sans objet
13	Matières admissibles pour le	Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 8.1.5.1.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	compostage.		
14	Conditions de stockage.	Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 8.1.5.5	Sans objet
15	Procédé de compostage	Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 8.1.5.6.	Sans objet
16	Enregistrements.	Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 8.1.5.9.	Sans objet
17	Traçabilité des épandages.	Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 8.3.11.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2024, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Tableau des installations classées.			
Prescription contrôlée :			
Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime
<i>Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m³.</i>	<i>Dépôt de 3000 m³.</i>	<i>2171</i>	<i>D</i>
<i>Installations de compostage de déchets non dangereux ou de</i>	<i>La quantité maximale de matière traitée étant de 110 t/j avec une capacité</i>	<i>2780-3-a avec le bénéfice de l'antériorité</i>	<i>A</i>

matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. Compostage d'autres déchets. La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j.	maximale journalière de 440 t/j et une capacité maximale annuelle de 40000 t/an.		
S t o c k a g e de carburant inférieur à 50 tonnes.	Stockage de 3 tonnes de GO.	4734	NC

Constats :

Pas d'écart constaté.
L'examen du bilan annuel 2024 fait apparaître une quantité maximale de matière traitée de 103 t/j et de 37666 t/an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Quantité admissible des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 1.2.4.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Origine provenance des déchets.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>La quantité des déchets organiques en provenance d'Île de France n'excède pas 20% des quantités annuelles admises, hors structurants ligneux broyées.</i></p> <p><i>La quantité des déchets organiques en provenance des départements du Loir et Cher et de la Sarthe représente au moins 50% des quantités annuelles admises, hors structurants ligneux broyés."</i></p> <p><i>La priorité doit être donnée aux entrants provenant du Loir et Cher.</i></p> <p><i>A compter du 1^{er} janvier 2024, la masse de déchets verts utilisés comme structurant n'excède pas 80 % de la masse de boues d'épuration et de digestats de boues d'épuration utilisées dans le mélange en référence au décret du 14 septembre 2021.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté. Total des entrants : 37666 tonnes Département 41 : 10813 + département 72 : 12453 = 23266 tonnes soit 62 % >50 % Région IDF : département 78 : 1372 + département 92 : 200 = 1572 tonnes soit 4,2 % <20 %</p>

Déchets verts : 19276 t + boues : 13720 t = 32996 tonnes.
La part de déchets verts est de 58 % <80 %.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 3.1.4.5, 9.2.1.2, et 9.5

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des niveaux et des débits d'odeurs.

Prescription contrôlée :

Le niveau d'odeur émis à l'atmosphère par chaque source odorante non canalisée présente en continu sur le site ne doit pas dépasser les valeurs mentionnées dans le tableau suivant, en fonction de son éloignement par rapport aux immeubles habités ou occupés par des tiers, aux stades, terrains de camping et établissements recevant du public.

ÉLOIGNEMENT DES TIERS (m)	NIVEAU D'ODEUR SUR SITE (UO/m ³)	
100	250	
200	600	
300	2 000	
400	3 000	
UO = unité d'odeur.		

Les mesures de niveau et de débit d'odeur doivent être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

Constats :

L'étude réalisée par OLENTICA ne prend pas en compte les distances d'éloignement des tiers pour chaque source odorante.

Un habitation est située à 150 m du site au lieu dit la Maillardière et une autre à 400 m du site au lieu dit la Petite Bernadière.

Au vu des distances d'éloignement le niveau d'odeur de la lagune mesuré à 7090 u.o/m³ est supérieur au niveau autorisé.

A noter que le site n'a pas fait l'objet de plaintes pour odeurs portées à la connaissance de l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La prochaine campagne de mesure des niveaux et des débits d'odeurs doit être réalisée avant le mois d'octobre 2025. Elle devra prendre en compte les distances d'éloignement des tiers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Prélèvement et consommation d'eau.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle	
Réseau public	250 m ³	

Constats :

La consommation pour l'année 2024 a été de 602 m3. L'exploitant a précisé qu'une fuite a occasionné une perte correspondant à une consommation de 498 m3 en 5 mois.
Suite au remplacement du tuyau défectueux, la consommation d'eau a été de 104 m3 sur les 6 derniers mois de l'année 2024 et de 36 m3 pour le premier trimestre 2025.
L'eau est utilisée pour les sanitaires et pour le lavage des engins et des camions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents
Prescription contrôlée :

<p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (EPp) ainsi que les eaux provenant de l'arrosage des andains et de l'aire de lavage (Elp), circulant sur la plateforme existante visée à l'article 8.1.3.2, sont collectées et dirigées vers un séparateur/déshuileur, puis vers le bassin de stockage existant visé à l'article 7.6.6.1.</p> <p>Les eaux provenant de l'arrosage des andains (Elp), circulant sur les plateformes sont collectées et dirigées vers un séparateur/déshuileur, puis vers les bassins de stockage visés à l'article 7.6.6.1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté suite à la visite du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 4.4.2, 9.2.4.1 et 9.2.4.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3 piézomètres sont mis en place dont 1 en amont de l'établissement et 2 en aval dans le sens d'écoulement de la nappe phréatique. Le choix de l'implantation des ouvrages est subordonné à une étude hydrogéologique préalable.</p> <p>Une fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé. Des prélèvements à partir des puits sont effectués dans la nappe tous les ans. Toutes précautions sont prises pour assurer la représentativité des prélèvements et éviter les contaminations croisées.</p> <p>A cette occasion les paramètres suivants font l'objet d'une analyse : conductivité, pH, chlore total, azote global, COT, fer, manganèse, Cuivre, Zinc, cadmium, Plomb, arsenic, chrome total, mercure, Nickel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>Les trois piézomètres sont en place (PZ1 en amont, PZ2 et PZ3 en aval).</p> <p>Les analyses sont réalisées tous les ans en alternant les prélèvements en hautes eaux et en basses eaux.</p> <p>On note la présence de nitrates dans les analyses dues à l'activité agricole autour du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Mesures de bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 6.2 et 9.5.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mesures des niveaux accoustiques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures de bruit et des émergences à fréquence tri annuelle.</p>
<p>Constats :</p>

Pas d'écart constaté.

L'examen du rapport relatif aux mesures de bruit réalisées par SOCOTEC le 07/11/2024 fait apparaître que l'activité était représentative et que les niveaux de bruit et les émergences sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Installations électriques.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 7.3.2 et 9.5.

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques.

Prescription contrôlée :

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

L'examen du rapport de la vérification des installations électriques réalisée par SOCOTEC le 16/09/2024 fait apparaître 3 déficiences déjà signalées lors du précédent contrôle.

L'exploitant n'a pas pu fournir d'attestation Q18.

Néanmoins les déficiences portent sur l'absence de plan tracé des canalisations enterrées du pont bascule, de l'éclairage du parking VL et de l'absence d'éclairage de sécurité d'évacuation. L'exploitant a indiqué que les déficiences seront levées avant la prochaine vérification en septembre 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 7.6.2

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Pas d'écart constaté.

L'exploitant a présenté le PV d'intervention sur parc des extincteurs de EUROFEU du 21/03/2025. Il est précisé que les extincteurs sont en bon état et que ceux de plus de 10 ans ont été remplacés lors du contrôle par EUROFEU.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Ressource en eau.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 7.6.3.

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie.

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- une réserve d'eau dédiée constituée au minimum de 120 m³, avec une réalimentation éventuelle par le réseau d'alimentation en eau potable, complétée ci besoin par les bassins à lixiviats visés à l'Article 7.6.6.1. .

Cette réserve incendie est :

- accessible en permanence aux engins-pompes des sapeurs-pompiers,
- en mesure de fournir en 2 heures les 120 m³ nécessaires, en toute saison,
- située à une distance maximale de 300 mètres des risques à défendre,
- conçue de manière à ce que la hauteur géométrique d'aspiration ne soit pas, dans les conditions les plus défavorables, supérieure à 6 mètres.
- toujours accessible à l'engin-pompe.

L'exploitant aménage un cheminement stabilisé et tient disponible en toutes circonstances, à proximité immédiate de la réserve d'eau, une aire d'aspiration stabilisée de 32 m² (8x4), permettant la mise en œuvre aisée du matériel.

L'exploitant prend sous un mois les dispositions avec le centre de secours de Savigny sur Braye afin de recenser la réserve incendie et procéder à une mise en aspiration d'un engin pour vérifier la fonctionnalité de la réserve.

Constats :**Pas d'écart constaté.**

Le bassin est accessible. L'exploitant a indiqué qu'un repère sur la chaîne permet de vérifier que le volume de 120 m³ est disponible. Le jour de la visite le repère était sous l'eau.

Il a précisé que les pompiers de Savigny sur Braye font une visite de la réserve incendie une fois par an sans toutefois faire de compte rendu. Il a indiqué qu'il allait demander aux pompiers d'émarger le registre de sécurité à la prochaine visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Bassin de confinement et d'orage.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 7.6.6.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et d'orage.
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées, y compris lors d'un accident ou d'un incendie (eaux d'extinction) sont raccordés à des bassins de confinement étanches aux produits collectés et dont la capacité totale est de 1960 m ³ . La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.3 traitant de la réutilisation de ces eaux. Les bassins étant confondus avec les bassins de récupération des effluents de process, leur capacité tient compte aussi du volume des eaux de pluie et des eaux d'extinction en cas d'incendie. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : Pas d'écart constaté lors de la visite. Les deux bassins sont présents sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Déchets produits par l'établissement.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 5.1.8			
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets produits par l'établissement.			
Prescription contrôlée : Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :			
Code déchet	Type de déchets	Filière d'élimination	Élimination maximale annuelle
19 05 01	I n e r t e s e t indésirables (gravats, plastiques, métaux,...)	Enfouissement en CSDU	200 tonnes
19 05 02	Refus de criblage	500 tonnes	
19 02 07*	B o u e s e t hydrocarbures du séparateur	Filière spécialisée	50 tonnes

	séparateur		
19 05 03	Compost non conforme	Epandage ¹ ou enfouissement en CSDU	15 % composts produits

Constats :

Pas d'écart constaté.

Pour l'année 2024, le tonnage de compost non conforme épandu est de 1595 t soit 12,05% < 15% du compost produit.

Le tonnage des inertes et indésirables a été de 75 t < 200 tonnes.

Le tonnage des indésirables est nul.

Les tonnages sont cohérents avec les éléments figurant dans le registre de sortie.

L'examen du BSD relatif aux boues du séparateur d'hydrocarbures est cohérent avec le tonnage indiqué soit 1,92 t.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Matières admissibles pour le compostage.

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 8.1.5.1.

Thème(s) : Risques chroniques, Matières admissibles pour le compostage.

Prescription contrôlée :

Les déchets et matières premières admissibles sur le centre de compostage pour la production de compost destiné à la mise sur le marché ont un intérêt pour les sols ou la nutrition des plantes ou pour le bon déroulement du processus de compostage. Sans préjudice des dispositions prévues par d'autres réglementations, et notamment celles prises en application du code rural, ces déchets et matières premières sont les suivants:

- des déchets ne contenant pas de sous-produits animaux ou dont le compostage n'est pas soumis à agrément au titre du règlement (CE) n°1774/2002 :
- la fraction fermentescible des ordures ménagères (FFOM), les déchets d'aliments de la restauration (relief de repas, épluchures, petits déchets de jardin, fromage, viandes, poissons, crustacés) et des marchés, grandes et moyennes surfaces (déchets des rayons fleurs, fruits, légumes, pâtisserie, pannerie, fromagerie, charcuterie, poissonnerie, ...);
- matières organiques d'origine végétale issues d'installations classées et n'ayant pas subi de traitement chimique (déchets verts et ligneux, rebuts de fabrication de l'industrie, paille, bois);
- fumiers, fientes, ;
- les boues de stations d'épuration urbaines et industrielles dont la qualité est conforme aux valeurs définies dans la norme NF U 44-095 ;
- les déchets de bois, papiers, cartons,
- des sous-produits animaux dont le compostage est autorisé et soumis à agrément au titre du règlement (CE) n°1774/2002 modifié, notamment :

<ul style="list-style-type: none"> - les anciennes denrées alimentaires d'origine animale (sorties de leur emballage et de leur conditionnement préalablement à leur compostage); - les matières stercoraires, le lisier, - matières organiques d'origine animale de catégories 2 et 3 issues d'installations classées. - Des cendres sous foyer issues de la combustion de chaudières biomasse uniquement.
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté. Le bilan annuel 2024 indique les tonnages des déchets entrants : Déchets verts : 19276 t. Cendres : 436 t. Boues et graisses : 13720 t. Biodéchets : 4233 t. Par sondage l'inspection a vérifié le registre des entrées pour les boues et graisses et pour les cendres. Les éléments sont cohérents avec ceux du bilan annuel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Conditions de stockage.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 8.1.5.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de stockage.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le stockage des matières premières et des composts doit se faire de manière séparée, par nature de produits, sur les aires identifiées à l'article 1 du présent arrêté. Tout stockage extérieur, même temporaire, de matière pulvérulentes, très odorantes ou fortement évolutives (boues de station d'épuration, FFOM, ...) est interdit. La hauteur des stocks est limitée en permanence à 5 mètres. Dans le cas d'une gestion par andains, la même contrainte s'applique pour la hauteur des andains. La durée d'entreposage sur le site des composts produits sera inférieure à 1 an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté lors de la visite. Les andains sont séparés et la hauteur de stockage est < 5m. L'exploitant a indiqué que la durée de stockage du compost fini était d'environ 1 mois. L'examen des fiches de lots n'amène pas de remarque particulière de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Procédé de compostage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 8.1.5.6.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Procédé de compostage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le procédé de compostage ou de stabilisation biologique débute par une phase de fermentation aérobie de la matière, avec aération de la matière obtenue par retournements et/ou par aération</p>

forcée. Cette phase aérobie est conduite selon les dispositions suivantes :

PROCEDES	PROCESS
Compostage aéré par retournements	3 semaines de fermentation aérobie au minimum Au moins 3 retournements 3 jours au moins entre chaque retournement 55°C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.
Compostage en aération forcée	2 semaines de fermentation aérobie au minimum Au moins 1 retournement (opération de retournement après fermentation aérobie suivie d'une remontée de température à 50°C pendant 24 heures) 55°C au moins pendant une durée minimale totale de 72 heures.
Compostage mettant en œuvre des sous-produits d'origine animale	3 semaines de fermentation aérobie au minimum Au moins 1 retournement en cas d'aération forcée ou 3 retournements en cas d'aération mécanique. 65°C au moins pendant une durée minimale totale de 4 jours consécutifs, ou 60°C au moins pendant une durée minimale totale de 7 jours consécutifs, ou 55°C au moins pendant une durée minimale totale de 14 jours consécutifs.

La mesure des températures se fait, pour chaque lot, conformément aux bonnes pratiques en vigueur, (par exemple par sondes disposées tous les 5 à 10 m à des profondeurs situées entre 0,7 et 1,5 m) et à une fréquence d'au moins trois mesures par semaine pendant le début de la phase de fermentation aérobie.

Outre les conditions minimales ci-dessous, le compostage des sous-produits animaux doit également respecter les exigences définies par le règlement n° 1774/2002 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine

Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie compostées ou stabilisées dans la zone correspondante est au minimum de trois semaines, durée pouvant être réduite à deux semaines en cas d'aération forcée.

<p>A l'issue de la phase aérobie, le compost ou les déchets stabilisés sont dirigés vers la zone de maturation.</p> <p>L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des déchets entrants ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>L'examen du suivi des lots de compost montre que les relevés de température et les dates de retournement sont indiqués. L'exploitant utilise pour le suivi, le logiciel QUANTURI du fournisseur des sondes de température.</p> <p>Les sondes de température sont connectées en wifi. Une alerte est transmise à l'exploitant en cas d'élévation trop importante de température dans les lots de compost.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Enregistrements.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 8.1.5.9.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Enregistrements.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de sortie sur lequel il reporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La date d'enlèvement du compost ou des déchets stabilisés, - La masse de compost ou de déchets stabilisés, le cas échéant estimée, - L'identification du lot correspondant, - Les caractéristiques du compost (analyses, attestation de conformité à la norme applicable), - Le destinataire du compost. <p>Les registres de sortie sont archivés pendant une durée minimale de 10 ans et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural.</p> <p>En cas de production de compost ou de déchets stabilisés non destinés au retour au sol, ces registres sont conservés pendant une durée minimale de 3 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>Le registre de sortie informatisé comporte les éléments imposés à l'article 8.1.5.9.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Traçabilité des épandages.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/03/2008, article 8.3.11.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des épandages.</p>

Prescription contrôlée :

Un cahier d'épandage (registre), conservé pendant une durée de 10 ans doit être tenu à jour par l'exploitant. Il comporte les informations suivantes :

- les dates d'épandages ;
- les caractéristiques des matières à épandre (teneurs en éléments fertilisants et en éléments et composés traces, la référence du lot de compost tel que défini à l'Article 8.1.5.7. du présent arrêté), les quantités épandues, et les quantités d'azote épandu toutes origines confondues ;
- les parcelles réceptrices, leur surface et la nature des cultures ;
- le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- l'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandage.

Constats :**Pas d'écart constaté.**

Le bilan 2024 d'épandage a été transmis aux services de la préfecture le 25/02/2024.

L'examen du cahier d'épandage montre que les éléments figurant dans le bilan sont cohérents. Les informations sont complètes.

Type de suites proposées : Sans suite